COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 18-25 Septembre 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

- **Agriculture.....3**
- **L'innovation au cœur de la coopération agronomique entre les pays de la zone**
- **Recherche agronomique pour l'Océan Indien : lancement de la plateforme de recherche**
- **Coopération.....6**
- **63 millions d'euros pour une coopération accrue entre les pays de l'océan Indien**
- **L'arrivée de nouveaux joueurs bouleversés l'équilibre éco stratégique de la région**
- **Tricentenaire Française.....8**
- **PRÉSENCE FRANÇAISE À MAURICE : SAJ procède à l'inauguration d'une stèle au Caudan**
- **Festival Île Courts.....12**
- **Festival Île Courts voit le cinéma en grand**
- **Environnement Marins.....14**
- **La faune marine a diminué de moitié en 40 ans**
- **Sécurité Maritime.....16**
- **Programme MASE : Faire de l'océan indien une zone sans terrorisme**
- **Sécurité Maritime : Réunion de haut niveau au Carlton**
- **Sécurité Maritime : mise en place d'un centre de fusion d'information**
- **Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia**
- **Developpement durable.....21**
- ***Competition « SeeingBlue 2015 : Rann nou lamer so vre kouler »***
- Non aux bouteilles en plastique !
- **Energie renouvelable.....26**
- **Renewable energy :La Digue wants to lead the way**
- **Pêche.....27**
- **Pour sortir du rouge, la Sapmer veut pêcher plus de thons**

Agriculture

Le Journal de l'Île de la Réunion

L'innovation au cœur de la coopération agronomique entre les pays de la zone

le 24 septembre 2015



Les membres du premier comité de pilotage de la plateforme de recherche agronomique PReRAD réunis pour la photo de famille.

OCÉAN INDIEN. Dans la continuité du comité scientifique qui s'était tenu à la Réunion en juin dernier, le premier comité de pilotage de la plateforme de recherche agronomique PReRAD s'est tenu en début de semaine à Maurice, sous la présidence de la Commission de l'océan Indien (COI) et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Des ministres de Maurice, des Comores, de Madagascar, des Seychelles, le secrétaire général de la COI, Jean Claude de Lestrac, le président-directeur général du CIRAD, Michel Eddi, et le représentant de l'Union Européenne à Maurice, assistaient à ces travaux. L'occasion pour Frédéric Cadet, vice-président "Relations internationales, Recherche & Innovation" de la Région Réunion, de rappeler les enjeux majeurs pour les pays de la zone que sont la sécurité alimentaire, la santé humaine, animale et

végétale, la biodiversité, l'agriculture, et le secteur agroalimentaire, au travers de la recherche et de l'innovation.

La Région Réunion a ainsi tenu à assurer de son implication dans ce projet pour faire de la coopération agronomique une réussite.

Frédéric Cadet a également mis en avant "l'importance de l'implication des entreprises pour la réussite de la démarche", aux côtés des partenaires de l'innovation.

Grâce à la convergence des fonds européens FED et FEDER la plateforme PReRAD pourra plus rapidement atteindre ses objectifs et répondre aux défis liés à l'augmentation des populations et des échanges entre pays de la zone. Le vice-président Frédéric Cadet s'est enfin félicité de "la qualité des échanges et des projets qui sont portés par la plateforme PReRAD, en adéquation avec les orientations stratégiques de la collectivité régionale qui a inscrit le développement de la Réunion dans un schéma de spécialisation intelligente du territoire S3, en écho à la stratégie européenne H2020."

http://www.clicanoo.re/492542-l-innovation-au-coeur-de-la-cooperation-agronomique-entre-les-pays-de-la-zone.html

La Gazette
de la Grande Ile
www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée

Recherche agronomique pour l'océan Indien: Lancement de la plateforme de recherche

19 septembre 2015

La plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien, PReRAD, est lancée.

Michel Eddi a signé en juin l'accord-cadre qui associe le Cirad, la Réunion et la Commission de l'océan Indien (COI), pour la création de cette plateforme. Elle sera animée par le Cirad depuis la Réunion et Madagascar et rassemble un effectif de 600 personnes, constitué pour moitié par les

équipes du Cirad et pour l'autre moitié par les équipes partenaires des pays de la COI.

Cette plateforme, d'après les données du Rapport d'activités 2014 bilan et perspectives du Cirad, répond à la nécessité pour les pays de l'océan Indien de renforcer leur autonomie alimentaire en développant leurs complémentarités sur des filières agricoles clés.

Le déploiement d'un partenariat régional pourra bénéficier de financements internationaux complémentaires des fonds européens (Feder). Pour ce faire, la mise en place d'une gouvernance partagée avec les pays partenaires permet de structurer la coopération sur des thématiques d'intérêt commun avec les ministères, les universités et le secteur privé, notamment : santé animale et végétale, maladies émergentes, systèmes agroalimentaires et qualité des produits, valorisation de l'agrobiodiversité et recyclage des matières organiques.

La PReRAD, selon toujours le même document, est le principal opérateur scientifique de la COI pour la sécurité alimentaire. Elle entend améliorer une recherche d'excellence, en appui au développement des filières agricoles.

L'axe majeur est la réduction des pertes grâce à la mise en place de démarches agroécologiques.

A cette fin, le Cirad renforcera ses structures d'accueil et de recherche, notamment à la Réunion, afin d'accueillir les équipes, les appuyer par des missions et les former, autant que de besoin. Il bénéficiera de l'appui du consortium Agreenium pour la formation universitaire et professionnelle qui mettra en place un dispositif régional de formation à distance avec les universités.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=49168:recherche-agronomique-pour-l-ocean-indien-lancement-de-la-plateforme-de-recherche&catid=42&Itemid=109

LINFO.RE

63 millions d'euros pour une coopération accrue entre les pays de l'océan Indien

24.09.2015



La Commission européenne a adopté hier soir un nouveau programme de coopération transnationale entre les pays de l'océan Indien. 63 millions d'euros de fonds européens seront débloqués pour une coopération accrue entre les pays de l'océan Indien.

Mercredi 23 septembre, la Commission européenne a adopté "un nouveau programme de coopération transnationale entre les pays de l'océan Indien".
Deux régions ultrapériphériques de l'UE, Mayotte et La Réunion, sont impliquées. Ainsi que les pays tiers suivants :*"Union des Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles, le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya, les Maldives, l'Inde, l'Australie et les Terres australes et antarctiques françaises. L'Afrique du Sud et le Sri Lanka pourraient rejoindre le programme plus tard"*.
63 millions d'euros d'investissement pour renforcer la coopération entre les pays de l'océan Indien La Commission européenne précise que *"les investissements seront concentrés dans la recherche et l'innovation, la promotion des échanges économiques, la prévention et la gestion des risques naturels liés au changement climatique, la préservation du patrimoine naturel et culturel de la région, et l'organisation d'activités éducationnelles et multiculturelles".*

Le Fonds européen de développement régional investit précisément *"63,1 millions d'euros dans ce programme, dont le budget total, cofinancement national inclus, atteint plus de 74 millions d'euros*".

http://www.linfo.re/la-reunion/societe/677604-63-millions-d-euros-pour-une-cooperation-accrue-entre-les-pays-de-l-ocean-indien



OCÉAN INDIEN

L'arrivée de nouveaux joueurs bouleversé l'équilibre géostratégique de la région »

Christian Bouchard, géographe canadien spécialiste de l'océan Indien : « Pour à la menace du changement climatique, les petites îles de l'océan Indien sont sur la bonne voie. Dès les années 90, elles avaient bien mis en avant leurs spécificités. »

« Si l'on peut estimer que la zone de l'océan Indien est un espace qui émerge sur plan stratégique, c'est aussi une région qui a d'énormes besoins sur le plan de la sécurité alimentaire et énergétique. »

Opinion

OCÉAN INDIEN

SEYCHELLES

MADAGASCAR

VICTORIA

Mahé Island

INDIAN OCEAN

« Les Seychelles se trouvent au centre du jeu. Tous les principaux acteurs ont convergé vers ce même archipel. »

Carte maritime de la zone sud de l'océan Indien publiée en 2010 par le service hydrographique et océanographique de la Marine française. L'océan Indien, c'est un flanc de l'humanité, 75% du trafic pétrolier mondial et la moitié du fret commercial.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PRÉSENCE FRANÇAISE À MAURICE : SAJ procède à l'inauguration d'une stèle au Caudan

21 SEPTEMBER, 2015



La stèle qui rappellera désormais la célébration du tricentenaire de la présence française à Maurice a été inaugurée hier par le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, en présence du Premier ministre adjoint, Xavier-Luc Duval et de l'ambassadeur de France Laurent Garnier. Le PM a réitéré à cette occasion la volonté de son gouvernement d'apporter tout son concours afin qu'une solution durable, pérenne et équitable soit trouvée à Paris lors de la Conférence sur le climat.
La cérémonie d'hier après-midi a pris un caractère solennel avec la présence d'une garde d'honneur composée d'éléments mauriciens et français ainsi que de personnalités françaises. Le Premier ministre a dans son discours souligné le caractère historique de la cérémonie d'hier. « On célèbre en ce jour le tricentenaire de la présence française à Maurice : 300 ans de relations étroites et intenses fondées sur des valeurs partagées autour d'un respect mutuel entre nos deux Républiques », a-t-il dit. Il

rappelle qu'avec l'arrivée des premiers Français en 1715, les premiers jalons de l'île Maurice comme une nation arc-en-ciel ont été posés. « Le développement de Maurice s'est construit autour de son peuplement par des hommes et des femmes venus d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Des hommes et des femmes qui ont amené non seulement leur vigueur et leur enthousiasme mais aussi leurs cultures et leurs traditions ancestrales », a-t-il ajouté. Aujourd'hui, a insisté SAJ, l'attachement à la culture française a largement dépassé les origines ethniques. D'ailleurs le français reste une des langues les plus employées à Maurice. D'autre part, sur le plan économique, la France est un des partenaires les plus importants de Maurice alors que sur le plan diplomatique Maurice et la France sont plus que jamais unies autour d'intérêts communs. « Il ne faut pas oublier que la République française fait partie de notre voisinage immédiat à travers La Réunion. À ce propos notre collaboration au niveau de la COI est d'une importance stratégique pour Maurice ». Sir Anerood Jugnauth a également souligné que la France assume son rôle de leadership au moyen de tous les efforts consentis par le gouvernement du président François Hollande pour que la conférence sur le Climat soit un succès. Il a réitéré la volonté du gouvernement mauricien d'apporter tout son concours afin qu'une solution pérenne et équitable soit trouvée à Paris en décembre prochain. L'ambassadeur de France, Laurent Garnier, a retracé la présence française à Maurice depuis la prise de possession par Guillaume Dufresne d'Arsel, sur l'ordre du Roi de France, de l'île abandonnée depuis cinq ans par les Hollandais. Pour lui, l'histoire de la période française n'est pas seulement celle des Français, elle appartient à tous ceux qui ont été entraînés de gré ou de force dans le développement de l'île. « C'est aussi celle des dizaines de milliers d'Africains originaires du Mozambique et de Madagascar, d'Afrique de l'ouest, venus comme esclaves ; celle des Indiens esclaves puis libres venus de Pondichéry et d'ailleurs, des Tamouls, des musulmans, des Chinois de Canton », souligne l'ambassadeur, qui rappelle qu'« à la fin de la période française, toutes les communautés étaient présentes et le métissage était déjà une réalité ». « Cette histoire ne

concerne donc pas seulement les descendants d'esclaves, ceux qui en furent soit les victimes, soit les bénéficiaires, mais tous les citoyens mauriciens. Il s'agit de comprendre comment, souvent de manière inconsciente, l'esclavage, son racisme, ses lois, ses représentations ont modelé les mentalités, les politiques, les pratiques afin de pouvoir aujourd'hui les déconstruire », a-t-il ajouté. Laurent Garnier rappelle également que la France est le deuxième importateur de produits mauriciens et son troisième exportateur. Elle est régulièrement au premier rang pour les investissements directs, estimés à près de Rs 4 milliards en 2014. De nombreuses filiales et entreprises locales créées par des Français sont génératrices d'emplois et d'innovation. Près de 400 000 touristes de France et de La Réunion visitent le pays annuellement. « Les liens avec la France sont aussi à l'origine d'un remarquable réseau d'écoles françaises, qui scolarisent aujourd'hui 5 000 élèves à 70 % Mauriciens. Ce réseau est né de la volonté de conserver l'usage de la langue française et d'offrir une éducation à la française, qui contribue à la diversité éducative du pays », a dit Laurent Garnier. La présidente du comité du Tricentenaire, Michèle Malivel, a rendu hommage à tous ceux qui ont fait de la célébration un succès.
À l'issue de la cérémonie protocolaire, le Premier ministre et son épouse ont visité une exposition de voitures vintage parmi lesquelles se trouvait sa première voiture, une "Mini Minor" de couleur noire.
Dans la soirée, Éric Triton et d'autres amis artistes ont donné un concert consacré à la chanson française qui a été très apprécié par l'assistance.

http://www.lemauricien.com/article/presence-francaise-maurice-saj-procede-l-inauguration-d-stele-au-caudan

TRICENTENAIRE | Présence française à Maurice

SAJ procède à l'inauguration d'une stèle au Caudan

La stèle qui rappellera désormais la célébration du tricentenaire de la présence française à Maurice a été inaugurée hier par le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, en présence du Premier ministre adjoint, Xavier-Luc Duval et de l'ambassadeur de France Laurent Garnier. Le PM a réitéré à cette occasion la volonté de son gouvernement d'apporter tout son concours afin qu'une solution durable, pérenne et équitable soit trouvée à Paris lors de la Conférence sur le climat.

La cérémonie d'hier après-midi a pris un caractère solennel avec la présence d'une garde d'honneur composée d'éléments mauriciens et français ainsi que de personnalités françaises. Le Premier ministre a dans son discours souligné le caractère historique de la cérémonie d'hier. « *On célèbre en ce jour le tricentenaire de la présence française à Maurice : 300 ans de relations étroites et intenses fondées sur des valeurs partagées autour d'un respect mutuel entre nos deux Républiques* », a-t-il dit. Il rappelle qu'avec l'arrivée des premiers Français en 1715, les premiers jalons de l'île Maurice comme une nation arc-en-ciel ont été posés. « *Le développement de Maurice s'est construit autour de son peuplement par des hommes et des femmes venus d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Des hommes et des femmes qui ont amené non seulement leur vigueur et leur enthousiasme mais aussi leurs cultures et leurs traditions ancestrales* », a-t-il ajouté. Aujourd'hui, a insisté SAJ, l'attachement à la culture française a largement dépassé les origines ethniques. D'ailleurs le français reste une des langues les plus employées à Maurice. D'autre part, sur le plan économique, la France est un des partenaires les plus importants de Maurice alors que sur le plan diplomatique Maurice et la France sont plus que jamais unies autour d'intérêts communs. « *Il ne faut pas oublier que la République française fait partie de notre voisinage immédiat à travers La Réunion. À ce propos notre collaboration au niveau de la COI est d'une importance stratégique pour Maurice* ». Sir Anerood Jugnauth a également souligné que la France assume son rôle de leadership au moyen de tous les efforts consentis par le gouvernement du président François Hollande pour que la conférence sur le Climat soit un succès. Il a réitéré la volonté du gouvernement mauricien d'apporter tout son concours afin qu'une solution pérenne et équitable soit trouvée à Paris en décembre prochain.



La stèle érigée au Caudan est réalisée par Maurice Giraud

L'ambassadeur de France, Laurent Garnier, a retracé la présence française à Maurice depuis la prise de possession par Guillaume Dufresne d'Arsel, sur l'ordre du Roi de France, de l'île abandonnée depuis cinq ans par les Hollandais. Pour lui, l'histoire de la période française n'est pas seulement celle des Français, elle appartient à tous ceux qui ont été entraînés de gré ou de force dans le développement de l'île. « *C'est aussi celle des dizaines de milliers d'Africains originaires du Mozambique et de Madagascar, d'Afrique de l'ouest, venus comme esclaves ; celle des Indiens esclaves puis libres venus de Pondichéry et d'ailleurs, des Tamouls, des musulmans, des Chinois de Canton* », souligne l'ambassadeur, qui rappelle qu'« *à la fin de la période française, toutes les communautés étaient présentes et le métissage était déjà une réalité* ». « *Cette histoire ne concerne donc pas seulement les descendants d'esclaves, ceux qui en furent soit les victimes, soit les bénéficiaires, mais tous les citoyens mauriciens. Il s'agit de comprendre comment, souvent de manière inconsciente, l'esclavage, son racisme, ses lois, ses représentations ont modelé les mentalités, les politiques, les pratiques afin de pouvoir aujourd'hui les déconstruire* », a-t-il ajouté.

Laurent Garnier rappelle également que la France est le deuxième importateur de produits mauriciens et son troisième exportateur. Elle est régulièrement au premier rang pour les investissements directs, estimés à près de Rs 4 milliards en 2014. De nombreuses filiales et entreprises locales créées par des Français sont génératrices d'emplois et d'innovation. Près de 400 000 touristes de France et de La Réunion visitent le pays annuellement. « *Les liens avec la France sont aussi à l'origine d'un remarquable réseau d'écoles françaises, qui scolarisent aujourd'hui 5 000 élèves à 70 % Mauriciens. Ce réseau est né de la volonté de conserver l'usage de la langue française et d'offrir une éducation à la française, qui contribue à la diversité éducative du pays* », a dit Laurent Garnier. La présidente du comité du Tricentenaire, Michèle Malivel, a rendu hommage à tous ceux qui ont fait de la célébration un succès.



Sir Anerood Jugnauth procédant au dévoilement de la plaque commémorative célébrant les 300 ans de la présence française à Maurice, avec à ses côtés le ministre du Tourisme, Xavier-Luc Duval, et l'ambassadeur de France, Laurent Garnier

À l'issue de la cérémonie protocolaire, le Premier ministre et son épouse ont visité une exposition de voitures vintage parmi lesquelles se trouvait sa première voiture, une "Mini Minor" de couleur noire.

Dans la soirée, Éric Triton et d'autres amis artistes ont donné un concert consacré à la chanson française qui a été très apprécié par l'assistance.



« C'est dans cette voiture que j'ai appris à conduire », a laissé entendre Lady Sarojini Jugnauth à l'encontre du premier véhicule de SAJ exposé au Caudan hier

Festival Île Courts

lexpress.mu
online. ontime.

Le Festival Île Courts voit le cinéma en grand



Boutik, réalisé par Damien Dittberner, est une fiction de 15 minutes racontant les aventures du jeune Gaëtan.
19 Septembre 2015

Retenez ces dates : du 6 au 10 octobre, la grande fête du court métrage réunira les amoureux du septième art. Pour sa huitième édition, le Festival Île Courts prendra ses quartiers à l'université de Maurice, où auront lieu nombre de projections, ainsi qu'un atelier de formation destiné aux professionnels et aux étudiants. Partenaire privilégié, l'établissement d'enseignement supérieur abritera aussi, durant cette semaine-là, un espace d'accueil et d'information sur le Festival ainsi que ses bureaux.

Porteurs d'Images, l'association qui met en œuvre le Festival Île Courts, voit chaque année les choses en grand. Elle veut certes donner une ouverture au cinéma mauricien – en projetant des courts métrages de réalisateurs d'ici, dont Sophie Roberts, Azim Moolan et Damien Dittberner – mais elle n'oublie pas pour autant de mettre en avant le cinéma de l'océan indien et d'inclure une programmation internationale. Plus de 70 films sont programmés.

Île Courts-Festival International du Court Métrage de Maurice bénéficiera de la collaboration du projet Islands de la COI-Commission de l'Océan Indien, de la plateforme asiatique VIDDSEE (Singapour), du Festival de Court Métrage de Clermont-Ferrand (France), du British Council (Royaume-Uni), et du Trinidad+Tobago Film Festival (Trinité-et-Tobago). Le public pourra ainsi découvrir des courts métrages illustrant les réalités cubaines, indiennes, guadeloupéennes, iraniennes ou

malgaches. Plusieurs réalisateurs seront présents pour une interaction avec le public.

Les jeunes publics ne sont pas oubliés. Des séances scolaires, intitulées «Culottes courtes» et «Court toujours», sont prévues en matinée à l'Institut français de Maurice, à Rose Hill. Elles sont présentées en collaboration avec le Festival du Court Métrage de Clermont Ferrand, à destination des enfants de 6 à 9 ans et de 10 à 14 ans.

Le cinéma, grâce à ce festival, sort aussi des salles obscures pour aller vers les spectateurs, sur leurs lieux de vie. Dans le cadre du volet Sinema Koltar, le public aura droit à des projections en soirée, sous les étoiles, à Chemin-Grenier, Rose-Hill, Tamarin et Port Louis. Les autres lieux de projection sont l'université, le Cinéma Star à Bagatelle et le Cinéma MCiné à Trianon, sans compter l'IFM, pour les plus jeunes.

Un cinéma « en construction »

Les ateliers de formation, les ateliers jeunesse ou les «master classes» sont aussi une composante importante de ce festival. C'est grâce à ceux-là que les réalisateurs apprennent les ficelles du métier et construisent le cinéma mauricien. L'association Porteurs d'Images se veut, depuis ses débuts, une boîte à outils destinée à apporter le savoir-faire nécessaire aux participants : elle prévoit donc, cette année encore de partager avec les réalisateurs en herbe une sélection d'outils pour les aider dans l'affirmation de leur talent. Écriture de scénarios, esthétique du montage ou réalisation font partie des thèmes abordés.

Cette année, une *masterclass* sera animée par le parrain du festival, le réalisateur indépendant anglo-nigérian Newton I. Aduaka, qui a durant ces dernières années fait partie du jury de plusieurs festivals cinématographiques. Il a également eu l'occasion de donner une Masterclass au festival de Cannes et d'être invité au Festival de Berlin comme expert pour une intervention sur l'esthétique cinématographique au Berlinale Talent Campus.

http://www.lexpress.mu/article/268900/festival-ile-courts-voit-cinema-en-grand

La faune marine a diminué de moitié en 40 ans

16-09-2015



Pêcheurs en mer dans les Îles Kai, Indonésie.Juergen Freund / WWF

Il y a moitié moins d'animaux marins aujourd'hui qu'il y a quatre décennies. C'est le triste constat que tire le WWF dans son rapport 2015 intitulé « Planète vivante océans ». Selon l'ONG, la cause est principalement anthropologique, et l'homme en paiera le prix.

Poissons, oiseaux, mammifères, reptiles... Toute la faune marine est concernée. Certaines espèces ayant même vu leur population divisée par quatre, comme le thon ou le maquereau les plus concernés par la surpêche. La situation est tellement préoccupante que le WWF a décidé d'avancer **la publication de son rapport** pour avoir le plus d'impact possible avant la grande conférence internationale sur le climat, la COP 21, qui se tiendra à Paris au mois de décembre.

Car la raison est anthropologique. Qu'il s'agisse de surpêche, de pollution ou de dégradation des littoraux, à chaque fois, ce sont les activités humaines qui sont en cause. Malheureusement pour l'homme, la faune marine n'est pas seule à en faire les frais. « *La surpêche des espèces, par exemple*, explique Isabelle Autissier, la présidente du WWF

France,*inéluctablement, elle entraînera un écroulement des stocks de poissons. Cela mettra les pêcheurs au chômage, ainsi que les industries derrières. Et il y a des milliards de personnes dans le monde qui, pour leur apport en protéines, ne dépendent que de la pêche locale*. »

Autre conséquence, climatique cette fois : on estime aujourd'hui qu'un tiers des émissions globales des gaz à effet de serre sont captées par les océans, notamment par le plancton. Mais voilà, ce processus acidifie les océans par la même occasion, ce qui a une conséquence sur les populations de plancton. Ces derniers remplissent alors moins leur rôle dans le cycle du carbone, dans un cercle vicieux.

La responsabilité de l'homme, un espoir

Pourtant, si le tableau dressé est sombre, tout espoir n'est pas perdu comme le note Isabelle Autissier : « *Le fait que l'homme soit responsable est paradoxalement est une bonne nouvelle, ça veut dire qu'on peut changer.* » Cela peut passer par exemple par la création d'**Aires marines protégées** (AMP) supplémentaires. Le WWF explique en effet que celles-ci permettent à la biodiversité de se reconstruire et à l'océan de se reconstituer. « *Quand on fait ça, les pêcheurs sont ravis, puisqu'autour de ces aires marines, comme par hasard, ils pêchent à nouveau et peuvent en vivre* », ajoute Isabelle Autissier.

Mais pour que ces projets se généralisent, il faudra cependant une prise de conscience politique internationale. C'est pour cette raison, qu'à quelques mois de la COP 21, la conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre, l'ONG appelle à la mise en place d'une gouvernance océanique mondiale, celle-ci pouvant par exemple être placée sous l'égide des Nations unies.

Du coup, à quelques mois de **la COP21**, la grande conférence internationale sur le climat, le WWF appelle à la mise en place d'une gouvernance océanique mondiale. Le fait que l'homme soit le problème est une chance pour l'organisation puisque la solution est toute trouvée, il suffit de changer les comportements.

http://www.rfi.fr/science/20150916-nature-science-faune-mer-diminue-moitie-40-ans-biodiversite-wwf-autissier

Sécurité Maritime

tribune.com MADAGASCAR

Programme MASE
Faire de l'océan indien une zone sans terrorisme

22 septembre 2015

Les Points focaux du programme MASE (Maritime Security) et les pays concernés se réunissent depuis ce 21 septembre 2015 à l'Hôtel Carlton, Antananarivo, pour se pencher sur la sécurité maritime. MASE est un programme financé à hauteur de 36,7 millions d'euros par l'Union européenne. Il consiste à lutter contre les dangers maritimes et les crimes transfrontaliers ou transnationaux telle la piraterie qui avait en son temps régné dans la partie nord-ouest e l'océan indien ; aujourd'hui, la lutte concerne les trafics de bois de rose, de produits de la pêche, de drogue, d'ivoire et trafics d'hommes et surtout ces temps-ci de trafic de charbon de bois. D'après un proche du dossier, le trafic de charbon de bois est aujourd'hui dans la ligne de mire de la communauté internationale car conformément à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, ce trafic est source de financement des actes terroristes en Somalie.

Cette réunion a pour objectif d'identifier des mesures nécessaires pour l'avancement des travaux pour l'atteinte des résultats dans les délais prévus par le projet. Il s'agit d'une part d'échanger sur l'expérience du projet Smartfish de la COI sur le mécanisme de surveillance de pêche déjà en opération et le possible l'interopérabilité avec celui en cours de développement dans le cadre du programme MASE. Il s'agit aussi d'autre part d'élaborer le cahier des charges d'un Centre de coordination, ses caractéristiques et les conditions nécessaires à sa mise en place et à sa pérennisation. En fin, il faut analyser le plan de travail pour la mise en place du Centre de fusion à Madagascar conformément à la décision du 30ème Conseil des Ministres de la COI à Antananarivo au mois de mai 2015.

Des échanges d'expérience de l'exercice faite à La Réunion avec les Forces armées de la Zone Sud de l'océan indien (FAZSOI) ont permis de mieux formuler les besoins de renforcement de capacités.

La réunion a vu la participation des autorités malgaches concernées par la sécurité maritime, du Secrétariat Général de la Commission de l'Océan indien (COI), des partenaires privilégiés ainsi que des Points focaux du programme MASE issus des pays de l'Afrique australe, orientale et Océan indien

. http://www.madagascar-tribune.com/Faire-de-l-ocean-indien-une-zone,21486.html

Seychelles NATION

Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia

Seychelles ready to take chairmanship

21-September-2015



Seychelles is now ready to take chairmanship of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia which coordinates efforts to fight against piracy in the region.

This is what Foreign Affairs and Transport Minister Joël Morgan has announced. The declaration follows a workshop on the group's strategies, actions and operations for the coming years which was held in Victoria during the last two weeks. At the close of the working session at the Reflecs3 (Regional Fusion and Law Enforcement Centre for Safety and Security at Sea) headquarters on Friday, European Union (EU) representative Marcus Houben presented Minister Morgan with the

workshop's report which includes a road map with planning timeline, calendar of activities and budget.

After the United States of America (USA) had been the first partner to head the group's secretariat, Seychelles will as from January 1, 2016 take over the presidency from the European Union. This comes after its candidacy had been endorsed in July this year.

Minister Morgan has thanked the EU and other partners like the US for the confidence they have put in Seychelles. He has commented that this comes from the fact that Seychelles has been the most active country in the fight against piracy, including the prosecution and incarceration of pirates. The handover, he said, is the result of all the country has been doing over the years, along with international partners, to fight piracy in the Indian Ocean. He added that in the process, Seychelles has been able to build its own capacity at defence, police, judiciary and prison levels and has also helped develop regional capacity as represented by Reflecs3.

Minister Morgan however warned that the threat of piracy is not over and that to it new ones have been added; such as organised crimes which include arms, drug and human trafficking. He stressed that the situation cannot continue as it will affect the maritime industry which is important for the country's economic development, which he insisted is important to achieve in an atmosphere of peace and stability.

"Peace and security is linked to Seychelles' own trust in the development of the blue economy. The development of the blue economy depends on maritime security and the capacity to protect ourselves," Minister Morgan said.

As the mandate of the EU-led Operation Atalanta which maintains the presence of a naval force in the region comes to an end in 2016, the Minister for Foreign Affairs and Transport has added that Seychelles wishes to see a post Atlanta strategy put into place. He is confident that as chair of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, Seychelles can influence post 2016 decisions to ensure that the work within the contact group goes on.

Mr Morgan has concluded that Seychelles will ensure that its chairmanship is a meaningful one. For this, he counts on what he has described as "the support of the EU in the responsibility that is being put on the shoulders of little Seychelles".

"We look forward to taking the challenges of the chairmanship," he said.

Mr Houben has on his side expressed his "pleasure to have seen the partnership grown". "The development has been the most rewarding part of the partnership. I hope that it will continue to ensure the security of the Indian Ocean," he has wished.

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia was created on January 14, 2009 pursuant to United Nations Security Council Resolution 1851. This international forum brings together over 80 countries, organisations, and industry groups with a shared interest in combating piracy.

Chaired in 2013 by the United States of America and in 2014 by the EU, the contact group coordinates political, military, and non-governmental efforts to tackle piracy off the coast of Somalia, ensures that pirates are brought to justice, and supports regional states to develop sustainable maritime security capabilities.

http://www.nation.sc/article.html?id=246842



Sécurité maritime : réunion de haut niveau au Carlton

Par Les Nouvelles sur 22/09/2015

Une réunion des techniciens de haut niveau se déroule depuis hier au Carlton. Cette rencontre a pour objet d'échanger sur l'expérience du projet Smartfish de la Commission de l'océan Indien (COI) et la possible interopérabilité avec celui en cours de développement dans le cadre du Résultat 4 de MASE. Il a aussi pour objet d'élaborer le cahier des charges d'un Centre de coordination, ses caractéristiques et les conditions nécessaires à sa mise en place et à sa pérennisation, ainsi que d'analyser le plan de travail pour la mise en place du Centre de fusion à Madagascar.

Pour rappel, l'objet principal du projet d'appui start-up MASE est de créer un processus dans les régions Afrique de l'Est et océan Indien pour s'assurer que les organisations régionales et les gouvernements des Etats sont préparés à mettre en œuvre à moyen et long termes la stratégie régionale de lutte contre la piraterie et pour la promotion de la sécurité maritime. Le projet a pour objectif de soutenir la région au démarrage du programme MASE. Il est consacré aux actions les plus urgentes à mener pour s'assurer que les structures et les systèmes de mise en œuvre de la stratégie régionale contre la piraterie soient bien en place.

Cela passe par une meilleure coordination et une communication centralisée et effective des actions qui sont un pré-requis au démarrage et au fonctionnement du Programme MASE.

Le budget du programme MASE est de 37,5 millions d'euros, disponible dans le cadre du 10è Fed et s'articule autour de plusieurs volets, notamment le renforcement des capacités nationales et régionales en ce qui concerne l'arrestation, le transfèrement, la détention et la poursuite des pirates, le renforcement des capacités régionales pour lutter contre les flux financiers illicites liés à la piraterie et faire face à l'impact économique de la piraterie dans la région ou encore la mise en place d'un réseau d'échanges d'informations et de coordination.

James Ranary

http://www.newsmada.com/2015/09/22/securite-maritime-reunion-de-haut-niveau-au-carlton/

Sécurité maritime : mise en place d'un centre de fusion d'informations

Par Courrier De Madagascar sur 22/09/2015

Un atelier de deux jours pour la mise en place du Centre de fusion d'informations maritimes (CFIM), au niveau de la région du sud-ouest de l'océan Indien, a lieu depuis hier à l'hôtel Carlton, Anosy. Ce projet entre dans le cadre du Programme pour la promotion de la sécurité maritime (MASE) en Afrique orientale, australe, et dans l'océan Indien. Un projet qui réunit les points focaux des résultats 4 et 5 de ce programme.

En effet, avant de conduire des opérations coordonnées en mer, il est toujours nécessaire de disposer d'un outil d'information et d'analyse du trafic maritime. « *Un tel centre constituera un outil de coopération indispensable au succès des opérations de sécurité maritime, si nous ne parlons ici que des trafics illicites opérés dans nos zones à l'instar des bois de rose* », a expliqué le ministre de l'Environnement, de l'écologie, de la mer et des forêts, Beboarimisa Ralava, en marge de cet atelier. Ce qui est tout à fait logique de par la fonction d'échange et de partage de l'information maritime collectée par chacun des Etats membres à partir de ce centre. Il s'agit en totalité de neuf Etats qui incluent, à part ceux de la Commission de l'océan Indien (COI) dont fait partie la Grande île, le Kenya, la Tanzanie et la Somalie. De ce fait, à part la piraterie, la mise en place de ce centre renforcera aussi la surveillance des côtes malgaches, et par conséquent la lutte contre les différentes sortes de trafics illicites au niveau maritime. Les techniciens malgaches auront également des informations en temps réel sur le mouvement des bateaux, ce qui permettra plus de réactivité pour les interventions.

Trois pays de la COI dont Madagascar, Seychelles et l'île Maurice ont signifié leur intention d'abriter ce centre. Le Kenya a aussi également fait part de son intérêt. Mais finalement, la décision de la 30e session du Conseil des ministres de la COI, qui s'est déroulée au pays le mois de mai dernier, a désigné la Grande île pour abriter ce centre.

Le programme MASE est organisé par la COI et financé à hauteur de 37,5 millions d'euros par l'Union européenne dans sa totalité. « *Quant aux résultats 4 et 5 de ce programme, dont fait partie l'instauration du CFIM, ils sont financés à hauteur de 12 millions d'euros* », a indiqué l'expert en lutte contre la piraterie maritime de la COI, le capitaine de vaisseau Patrick Rakotondravao.

Sera R.

http://www.newsmada.com/2015/09/22/securite-maritime-mise-en-place-dun-centre-de-fusion-dinformations/

Developpement durable

KOZÉ
LE MAG KILTIR OPOZÉ

Competition « SeeingBlue 2015 : Rann nou lamer so vre kouler »

20 Octobre 15

Last year, the SIDS Youth AIMS Hub (SYAH) and the Global Shapers Port Louis Hub, with the support of the Indian Ocean Commission (IOC), ENL Foundation and Reef Conservation, jointly organized a nationwide competition for youth, entitled '**#SeeingBlue**: Youth Vision for the Ocean' to mark World Environment Day 2014 and World Oceans Day 2014. Since then, **#SeeingBlue** has evolved to encompass various chapters, including a collaboration with Semester At Sea Students and a dialogue with fishermen which was directly relayed to the World Economic Forum's Annual Meeting in Davos in 2015.

This year, **#SeeingBlue** is back, bigger and bluer than ever. On the occasion of the World Oceans Day, 8 June 2015, the SIDS Youth AIMS Hub (SYAH) and the Global Shapers Port Louis Hub have officially launched the first ever Young Ocean Champions Award 2015 under the flagship of the second edition of their initiative, entitled as '**#SeeingBlue** 2015: Rann Nou Lamer So Vre Kouler'.

This year's World Oceans Day theme is 'Healthy Oceans, healthy Planet', with a special focus on plastic pollution. Plastics constitute 80% of marine debris and there are over 8 million tons of plastic entering the ocean every year. As such, **#SeeingBlue** 2015 took the form of a project-based competition specifically calling for projects which would help address the issue of marine debris.

#SeeingBlue 2015 was officially launched through a promotional Young Ocean Champion Awards video being played in the presence of our

partners, with coverage from the national TV:



The deadline for submissions of project ideas is **15 October 2015**.

Who can apply?

Submission of entries can either be individual or in a group of up to 5 people and the competition consists of two categories:• 13-18 year olds• 19-30 year oldsParticipants, Group or Individual, are limited to one entry each.

Prizes

Winners will be entitled to a cash prize of Rs 15,000 plus minimum a seed money grant of Rs 25,000. Winners will also obtain a scuba dive initiation and be offered access to a package of leadership and advocacy training to become Young Ocean Champions.Objectives$

This year #SeeingBlue 2015 aims to:

– Raise awareness on the causes and symptoms of one of the biggest ocean-related issue of our time: marine debris;– Engage as many stakeholders into breaking down the issue of marine debris and tackling it collaboratively;– Build capacity of youth to identify and speak about ocean issues, and act upon them confidently through projects submitted during the Young Ocean Champion Award 2015 (supported by its mentoring scheme); and– Allow us to keep providing a safe space for stakeholders to the ocean to talk on how best to preserve our marine environement.

Partners

The Port Louis Hub of the Global Shapers Community (the Port Louis Hub) and the SIDS Youth AIMS Hub (SYAH) will be co-leading this initiative. Our partners are: ENL Foundation, the Indian Ocean Commission (IOC), ABYSS Diving Centre and CIM Finance, to whom we are immensely grateful, for their collaboration and relentless support.

To learn more about SYAH and the Global Shapers Port Louis Hub, visit ur pages:

SYAH
Global Shapers Port Louis Hub

https://koze.mu/events/competition-seeingblue-2015-rann-nou-lamer-so-vre-kouler/

KOZÉ
LE MAG KILTIR OPOZÉ

Non aux bouteilles en plastique !

07 **sept 2015**

Le 7 août dernier, lors de la journée d'échanges 100 % écolo organisée par l'ONG SYAH (SIDS Youth AIMS Hub) et la Commission de l'océan Indien, avec le soutien de l'Union Européenne, une révolution est née ! Le projet « Tap Water Revolution », initié par SYAH et visant à encourager les Mauriciens à consommer l'eau du robinet, a été lancé.

SYAH te propose pour commencer de les aider à faire installer des fontaines d'eau dans les lieux publics, d'investir dans une bouteille durable (pas en plastique de préférence !) et de faire nettoyer les tuyaux et/ou réservoirs d'eau de ta maison régulièrement. Là, tu te dis sûrement : « impossiiiiiiiiiiiible ! » car ta très chère bouteille d'eau minérale est indispensable à ta survie… Eh bien alors détrompe-toi ! KOZÉ te donne ses astuces pour te débarrasser de ces stars absolues de la pollution de la planète…



Astuce n°1 – La bouteille en verre

Imagine… Aujourd'hui, c'est journée shopping et tu la passes dans une ou plusieurs boutiques. Forcément, après quelques heures, tu as soif et tu tuerais pour de l'eau bien fraîche. Pendant une demi-seconde, tu penses à l'environnement et tu te dis que tu vas encore acheter une bouteille en plastique qui finira à la poubelle, sans même savoir si elle sera recyclée ou non. L'horreur ! En même temps… tu penses au Sahara dans ta gorge et tu te dis que si tu n'as pas ta gorgée d'eau sur le champ, c'est ton cadavre qui polluera la planète dans pas longtemps (parce qu'on a souvent tendance à dramatiser quand on a soif !).

Et si on te disait que tu peux te désaltérer ET faire un petit geste pour la planète et ton porte-monnaie par la même occasion ? Et oui, juste à côté de nos ennemies les bouteilles en plastique, tu peux trouver dans tous les supermarchés des bouteilles en verre. Elles sont légèrement plus chères, mais la bonne nouvelle c'est que tu peux les laver et les réutiliser à volonté. Bien sûr ce n'est qu'une solution temporaire, en attendant que SYAH, aidé de la population mauricienne, arrive à faire installer des fontaines d'eau dans tous les lieux publics. Allez, on y croit !

Astuce n°2 – Le charbon magique



Il était une fois un petit bout de charbon magique nommé Binchotan. Il avait le pouvoir de transformer l'eau du robinet en eau minérale, en l'assainissant. Tu crois peut-être que nous avons perdu la boule ? ! Eh ben non ! Cette petite merveille existe réellement. Il s'agit tout simplement de morceaux de charbons traités et vendus en ligne. Tu dois bien sûr respecter les directives d'utilisation avant de pouvoir en profiter pleinement. Comme quoi, le charbon ne sert pas uniquement à faire peur aux enfants à Noël !

Tu trouveras plus d'infos sur la magie de Binchotan en cliquant ici.

Tu peux ensuite le trimballer avec toi, dans ta gourde, à l'école ou au travail, chez ta famille et tes amis, et même au restaurant ! Bah ouais, qu'est-ce qui nous empêche de demander une carafe d'eau fraîche au resto ? Et si on essayait pour voir ce qu'ils auront à nous répondre (ou tout simplement pour voir la mine effarée des serveurs lorsqu'ils nous demandent « *Vital ou Crystal ?* » et qu'on leur répond « *dilo robinet* ») ?

Si tu as l'âme écolo et que tu es prêt à tout pour sauver la planète, nous te conseillons vivement d'essayer. Si tu ne le fais pas, nous le ferons ! On parie sur qui le commandera en premier ?

Astuce n°3 – Le super courage de la mort qui tue

Ne te méprends pas, nous n'essayons pas de te tuer ! Allez, ne nous dis pas que tu n'as jamais eu envie de boire une bonne gorgée d'eau du robinet en sortant de ta séance de gym ou encore lorsque tu arrosais les plantes dehors ! Pourquoi pas ? La CWA affirme que l'eau qu'ils distribuent est bien potable… Ils disent respecter les réglementations de l'Organisation Mondiale de la Santé et tester 500 échantillons d'eau tous les mois. Et si on leur accordait le bénéfice du doute… ?

Certes, il ne faut pas faire confiance les yeux fermés, nous pourrions trouver un grand nombre de cas (spécialement en périodes de cyclone et d'inondation) où la mauvaise qualité de l'eau a engendré des épidémies. Mais si nous devenions tous téméraires pendant un court instant et goûtions l'eau de nos robinets pour voir ? Sinon, nous pouvons aussi tout simplement la bouillir, la conserver dans des récipients en verre ou en inox et la consommer en toute sécurité ! Solution pratique aussi pour la plupart des foyers où l'eau est rare et d'autant plus précieuse. Fais le calcul, compare ta facture de la CWA avec ta facture du supermarché, et tu verras à quel point les bouteilles d'eau coûtent cher.



Si tu veux, nous pouvons maintenant te donner des astuces pour dépenser l'argent que tu auras économisé en eau si tu bannis les bouteilles en plastique, ou encore les années que tu auras gagnées en ne prenant pas le risque d'ingurgiter les produits chimiques contenus dans le plastique… Non, tu ne veux pas ? Allez, on te fait confiance !

Les enseignements de la COI

N'oublie pas, un petit pas vers la sauvegarde de la planète peut devenir un geste mondial pour éradiquer la pollution si tout le monde s'y met à son niveau et surtout réalise l'impact qu'ont ses consommations sur son île, son continent, sa planète…

Pour plus d'infos sur les méfaits du plastique, par ici !

Non à la pollution, oui à l'art ! Voici [quelques idées sympas](https://koze.mu/reagir/leve-moris/non-aux-bouteilles-en-plastique/) pour recycler toi-même tes (vieilles) bouteilles en plastique.

https://koze.mu/reagir/leve-moris/non-aux-bouteilles-en-plastique/

Energie renouvelable



TODAY BUSINESS

Thursday 24 September, 2015 p7

Renewable energy

La Digue wants to lead the way

By: AB

There's still a long way to go for the island to become the eco-capital of the world as stated in the Vision 2020. But it at least seems to have its priorities right.

"Getting La Digue 'green' by 2020 is possible. There should not be external pressure rather it should come from the Digoise themselves," said Tony Imadiren, the CEO of the Seychelles Energy Commission (SEC) during a consultative meeting on renewable energy and energy efficiency. The meeting, which was in line with Vision 2020 to make La Digue the eco-capital of the world, took place on September 16 at the office of the District Administration and was attended by a delegation from Mahé, representatives of the Department of Environment, Landscape and Waste Management Agency (LWMA), school students and local businessmen.

It turned out to be quite a fruitful encounter, despite the lack of engagement from the La Digue Trust Fund, La Digue Development Board or the Seychelles Investment Board. The outcome of this collaboration between the SEC and the Indian Ocean Commission's (IOC) renewable energy and efficiency programme was a set of recommendations for a renewable energy strategy for La Digue.

The meeting featured a series of presentations including one by the Indian Ocean Commission's renewable energy and efficiency programme by special consultant, Thomas Krimmel, on the objectives of the strategy. This was followed by an overview of the general policy directions for renewable energy and energy efficiency in Seychelles by Cynthia Alexander who is responsible of the programme at the SEC. A student from La Digue School also presented the sustainable steps undertaken by her school, including the setting up of a rainwater harvesting system, a composting area and the upcoming project of installing two photovoltaic (PV) solar panels on its roof. The young presenter, Nikita Rennie, is actively involved in her school's entry in the international competition, ZAYED Future Energy Prize, which is part of its drive to become Seychelles' first 100% sustainable school. These presentations served as the basis for thematic discussions for the group of participants.

La Digue does not at the moment generate its own electricity.

The participants noted that there have been some technical and non-technical barriers related to the project, but the principal challenge is to "get the La Digue population to buy into this project". "If the La Digue School attains the 100% sustainable title, then it can serve as a success story for the residential and commercial sectors of the island," remarked Andrew Souffre, a participant. Another participant explained the lack of interest from the Digoisi by stating that "people from La Digue are not necessarily as informed as the people of Mahé". Dominic Rassool from EcoWatt said that there needs to be "an increased presence from SEC to galvanize interest from the members of the public, for example through trade fairs". Other suggestions raised included the need for government to incentivize PV investments, systematic approaches such as composting or waste segregation, and the review of certain policies.

For his part, Ferin Pierre, a Digorois businessman, stated that "the introduction of 100% renewable energy on La Digue will receive a similar welcome as the introduction of club cars on the island - we simply need to ensure that proposals do not materially differ from current policies". The good news is that the long awaited model used on La Digue could be replicated on other small islands across the globe once identified and implemented. Given that La Digue does not generate its own electricity but feeds off Praslin, it was proposed that La Digue develop "its own network operator or PUC". "The result of this is that once La Digue becomes 100% sustainable, it will be able to sell off excess electricity to the Public Utilities Corporation," stated Andrew Jean-Louis, project consultant and facilitator of the meeting.

The SEC is looking at the possibility of replicating the consultative meeting next week with a new target group in the La Digue community. In one month's time, a validation workshop is expected to be organized to present the points raised during the consultations to the La Digue community and plan the way forward.

Meanwhile, Mr. Krimmel announced that the IOC is going to sponsor a small-scale wind turbine in Seychelles and as well as in its other member countries who will participate in the annual climate march on 29 November. This global movement raises awareness about the effects of climate change across the world. "The wind turbine is about two metres tall and can generate between 400 watts to one kilowatt of electricity" explained Mr. Krimmel. The recipient countries will then donate the wind turbine worth about € 800 euros to a school that wins a yet to be determined competition.

"Ideally, we want the wind turbine to be a model of sustainable development. It will encourage the winning school to see the difference in their consumption of energy and hopefully invest in other similar products," said Mr. Krimmel. Given La Digue School's remarkable steps towards sustainability, their students appear to be more determined than ever to win this prize.

Andrew Jean-Louis, facilitator explained that La Digue had policies that differed from that of Mahé.

Mr Krimmel states the different objectives of the ENERGIES programme at the IOC.

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

Pour sortir du rouge, la Sapmer veut pêcher plus de thons

24 septembre 2015



Pour renouer avec les bénéfices, le groupe réunionnais de pêche industrielle Sapmer veut augmenter ses captures de thon tropical, au grand dam des écologistes qui dénoncent les ravages causés par les bateaux-usines du groupe.

Après avoir essuyé une perte de 12 millions d'euros en 2014, la Sapmer, le deuxième armateur thonier français, a légèrement réduit ses pertes au 1er semestre (3,5 millions d'euros), selon les résultats publiés mardi.

Mais les comptes pâtissent des déboires de la pêche au thon tropical dans l'océan Indien, qui représente 40% de son chiffre d'affaires. Les 60% restants viennent de la pêche à la langouste et à la légine, poisson à la chair délicate prisé des gourmets, dans les mers australes.

Les cours mondiaux du thon ont chuté depuis début 2014, après un sommet historique en 2013. Espérant profiter des prix élevés, de nombreux armateurs mondiaux s'étaient alors équipés en bateaux, amenant davantage de thon sur le marché, ce qui a ensuite fait dégringoler les prix.

Pour le directeur général de la Sapmer, Adrien de Chomereau, les moindres pertes du premier semestre traduisent "les premiers effets des changements de fonds engagés depuis six mois".

Il s’agit notamment de se concentrer sur la transformation des thons de qualité "premium", transformés en steaks et en longes (grands filets) dans les usines du groupe puis vendu à un prix plus élevé que le thon standard destiné aux conserves, en Europe, Amérique du Nord et Asie.

Il convient aussi d’augmenter un niveau de pêche jugé "insuffisant" depuis début 2015. L’idée est de "baisser le coût relatif de la pêche en augmentant les volumes", expliquait le groupe cet été.

La Sapmer possède neuf thoniers pêchant à la senne, un immense filet encerclant les bancs de thons. Cinq battent pavillon français, les autres sont immatriculés aux Seychelles et à l’île Maurice.

Pour gagner du temps et pouvoir pêcher davantage, les navires congélateurs débarquent désormais directement leurs prises aux Seychelles, plus proches des zones de pêche où le poisson est transformé, plutôt qu’à l’île Maurice comme avant.

Selon Greenpeace, la Sapmer a aussi augmenté les objectifs de capture fixés aux bateaux, à 8000 tonnes/an contre 5000 auparavant.

Un chiffre que la direction de la Sapmer s’est refusée à commenter, sans nier vouloir augmenter les prises. Les navires espagnols, grands concurrents des français dans l’océan Indien, pêchent environ 10.000 thons par an chacun.

Pour M. de Chomereau, le risque de faire chuter encore davantage les prix en pêchant plus est nul, les volumes de Sapmer étant "une goutte d’eau" par rapport aux prises mondiales de thon, qui se font en majorité dans le Pacifique, où l’entreprise n’opère pas.

4 millions de tonnes de thons sont pêchées chaque année dans cet océan, contre 800 000 dans l’océan Indien.

Greenpeace dénonce aussi le choix du groupe de "réaliser plus de captures avec plus de DCP (dispositifs de concentration de poissons)", dans un texte publié cet été.

Les DCP sont des radeaux flottants sous lesquels les poissons viennent se réfugier, permettant aux pêcheurs de repérer plus facilement les bancs.

Cette technique permet donc de pêcher davantage de thons simultanément que sur "banc libre", ce qui constitue une menace pour la bonne santé des stocks et pour d’autres espèces, requins ou tortues qui se retrouvent pris dans les immenses filets, selon Greenpeace.

La Sapmer et les autres thoniers français avaient décidé en 2011 de limiter le nombre de DCP à 150 par bateau pour préserver la ressource, quant certaines flotilles étrangères en utilisent dix fois plus.

Mais les bateaux de la Sapmer passeront bientôt à 500 DCP chacun, a indiqué une source proche de la direction, qui souligne que ce chiffre reste inférieur à la recommandation de la Commission thonière de l'Océan Indien (CTOI), chargée de la surveillance des stocks.